

dans l'exercice de son propre jugement. A mon avis, c'est un facteur qui pourrait susciter une certaine inquiétude chez toute entreprise qui présente une demande.

Je voudrais ensuite signaler qu'il faudra du temps non seulement pour l'adoption du bill, la préparation du règlement et l'établissement de la Commission, mais aussi pour la présentation et l'étude des demandes. Dans l'intervalle, un grand nombre de Canadiens pourraient être mis à pied, et je ne sais quelles mesures de freinage intérimaires, s'il en est, le gouvernement propose.

Je souhaiterais aussi que le ministre nous parle de la situation du concurrent américain de la société canadienne qui obtient une subvention de cette Commission. Peut-il s'adresser alors à l'institution américaine compétente et obtenir qu'une supertaxe soit ajoutée à la surtaxe imposée sur les exportations de cette société canadienne sous prétexte que celle-ci bénéficie d'une subvention justement parce qu'elle exporte ses produits aux États-Unis? Le ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance qu'un concurrent américain d'une telle société canadienne ne pourra obtenir d'une autorité particulière de son propre pays l'équivalent de la subvention qui sera accordée à l'exportateur canadien par cette Commission? Le ministre est-il en mesure d'en donner l'assurance?

• (4:00 p.m.)

**L'hon. M. Pepin:** On appelle cela compenser.

**L'hon. M. Stanfield:** C'est compenser ou ce qu'il vous plaira de dire. La question est de savoir si l'aide accordée aux exportateurs canadiens de cette façon sera efficace ou si elle pourrait être contrebalancée par des méthodes que pourront adopter les concurrents américains aux États-Unis, par l'intermédiaire d'une commission appropriée.

**L'hon. M. Pepin:** Évidemment, nous ne le pensons pas.

**L'hon. M. Stanfield:** Le ministre dit que, évidemment, il ne le pense pas; à certains égards, j'ai beaucoup de respect pour le ministre, mais je pense que nous pouvons convenir que la mesure ne signifiera pas grand-chose si, de fait, le concurrent américain d'un exportateur canadien peut obtenir une compensation de ce genre des autorités américaines. Je crois que nous devrions nous assurer des conseils très avisés à ce sujet et j'espère que le comité compétent auquel ce bill sera renvoyé examinera le point. Il faudrait l'examiner très soigneusement, car nous ne voulons pas ici de comédie.

Ce bill constitue un expédient temporaire, tandis que, à vrai dire, la surtaxe américaine nous rappelle de façon tragique l'importance que revêtent pour nous à long terme deux questions connexes. L'une est la nécessité de diversifier le commerce canadien, l'autre, la nécessité d'entretenir des rapports commerciaux satisfaisants, de façon continue, avec les États-Unis. Comme le ministre l'a fait ressortir, ce bill ne dit rien ou ne fait rien à l'égard de l'une ou de l'autre de ces deux questions.

Voilà déjà quelque temps que je pose ces deux questions, auxquelles je suis revenu dernièrement encore, et j'ai bien le droit il me semble, de le faire et d'essayer d'amener le gouvernement, même si je dois semble-t-il échouer, à considérer des politiques à long terme en fait de commerce extérieur. Pour ce qui est de la diversification, on m'a répondu que le gouvernement prône la libéralisation des échanges la plus complète. C'est très bien et nous sommes tous d'accord, du moins en ce qui concerne l'accès aux exportateurs canadiens. J'ai demandé au gou-

vernement de songer à une politique à long terme au sujet de la diversification, au lieu de se borner à en parler. J'en ai parlé parce que je ne suis pas le gouvernement mais le chef de l'opposition; le gouvernement lui, ne doit pas se contenter d'en parler. Il lui faut prendre des décisions et agir, choses qui ne lui sont pas vraiment coutumières dans bien des domaines. Ainsi, qu'a-t-il fait pour améliorer notre situation à long terme, du point de vue du marché commun de l'Europe?

**L'hon. M. Pepin:** Bien des choses.

**L'hon. M. Stanfield:** En effet, et je tiens à signaler à la Chambre une initiative malheureuse de sa part et des plus inopportunes. Il a renoncé partiellement et unilatéralement à l'OTAN. C'était signifier aux Européens que leurs problèmes ne nous intéressent vraiment pas; c'est du moins leur façon d'interpréter la chose. Le gouvernement canadien n'a vraiment rien fait pour dissiper l'impression générale en Europe que le sort du Canada est simplement celui d'une annexe des États-Unis, d'une sorte d'accessoire du géant américain. Je me permets d'ajouter que, vu les circonstances, et malgré ce qu'en peut dire la mythologie, ce n'est sûrement pas l'inférieur qui a indiqué la voie au supérieur dans ce cas-ci.

J'ai souvent et longuement parlé de diversification depuis un an, mais la réaction du gouvernement a été à peu près nulle. Que penser de nos relations avec les États-Unis et du refus d'entreprendre quoi que ce soit au sujet de la diversification? Qu'a fait le gouvernement actuel au sujet de nos relations avec les États-Unis? Il nous a été donné d'entendre différents discours et déclarations prononcés par des ministres, y compris le premier ministre, et certains ne peuvent être interprétés au mieux que comme injurieux et comme une façon plutôt inamicale de tirer la queue de l'aigle, si je puis dire. Aucune de ces déclarations, qu'elles aient été prononcées à Denver ou à Moscou, n'a d'une façon ou d'une autre accru l'indépendance du Canada par rapport aux États-Unis. Pas une n'a en quoi que ce soit contribué à renforcer la souveraineté canadienne. Il s'agissait, dans plus d'un cas, d'injures gratuites, et, toujours, de remarques hostiles, dont le but n'était probablement que de flatter l'orgueil d'au moins certains de leurs auteurs. Elles ne comportaient rien de constructif. Ces déclarations étaient du style dont le gouvernement est si fier, c'est-à-dire désagréable et prétentieux et laissant entendre que personne n'est tout à fait aussi valable que lui.

En fait, cet après-midi, le ministre a sous-entendu que si les Américains s'organisaient aussi bien que nous, ils n'auraient pas tous ces ennuis. C'est bien le style du fameux discours du trône qui a ouvert la présente session: prétentieux et condescendant. C'est un style outrecuidant et pompeux et on dirait que le paon est revenu se percher ou bien ne serait-ce l'aigle? Quoi qu'il en soit, quelque chose est survenu qui a fait basculer le gouvernement de son perchoir. Il est grand temps pour nous de scruter notre politique commerciale à long terme. J'ai toujours prétendu que nous devrions envisager la question de la diversification. Il nous faut également revoir nos relations commerciales avec les États-Unis. J'ai dit, il y a quelques instants, à propos de la surtaxe, que nous étions restés Gros-Jean comme devant, en dépit de l'expédition, plutôt humiliante, qu'ont entreprise le ministre des Finances et celui du Commerce et de l'Industrie. Le gouvernement a chargé le ministre des Finances et celui du Commerce et de l'Industrie d'aller à Washington et de passer le chapeau. Ils y ont laissé même le chapeau. Au retour de cette